

DEMOGRAPHIC TRENDS

Conférence de clôture
du programme
28 > 30 octobre 2013
Ouagadougou

Document réalisé avec
la contribution de

**EQUI
POP.
ORG**

Avec le soutien de

THE WILLIAM AND FLORA
HEWLETT
FOUNDATION

IRD
Institut de recherche
pour le développement

afcd
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

DEMOGRAPHIC TRENDS

Conférence de clôture
du programme
28 > 30 octobre 2013
Ouagadougou

Crédits

Conception et réalisation

Coordination générale :

Serge Rabier, Nathalie Perrotin

Comité de Rédaction :

Serge Rabier, Philippe Hamelin

Création : Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr

Impression :

Simon Graphic, Ornans

Document imprimé sur Munken

Lynx. Ce document est imprimé sur
du papier certifié.

3	I. Contexte & historique
5	II. Enjeux et thématiques des discussions
9	III. Présentation des projets et éléments pour le plaidoyer en direction des décideurs politiques
20	IV. Contributions pour le dialogue et le plaidoyer tripartites (chercheurs - société civile - bailleurs de fonds)
24	V. Axes de réflexion et capitalisation
27	VI. Conclusion
29	Liste des participant-e-s



Remerciements aux participant-e-s à la conférence de clôture du programme Demographic Trends.

I. Contexte & historique

La Conférence de clôture du programme DEMTRENDS s'est tenue du 28 au 30 octobre 2013 à Ouagadougou, Burkina Faso. Elle a permis de faire état des principaux résultats des études menées, sur une période de trois ans, par les équipes de chercheurs soutenus par le programme.

Les objectifs du programme reposent sur la volonté de développer les connaissances sur les déterminants et les conséquences des dynamiques de population et de la santé reproductive en Afrique subsaharienne.

Les projets sélectionnés et conduits dans le cadre du programme DEMTRENDS ont été soutenus par l'engagement de l'Agence Inter-établissements de Recherche pour le Développement (AIRD), l'Agence Française de Développement (AFD) et la William et Flora Hewlett Foundation.

Les sept projets présentés étaient les suivants :

- Conséquences des stratégies de fécondité et de la composition du ménage sur la scolarisation et le travail des enfants en milieu urbain au Burkina Faso (Burkina Faso)

- Education, Information, Sexualité et Fertilité chez les Adolescents (Cameroun, Ghana)

- Pauvreté et besoins non satisfaits en santé de la reproduction des adolescents et des jeunes en Afrique Centrale (Angola, Cameroun, Centrafrique, Congo, RD Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad)

- Migration et développement : analyse comparée du rôle des transferts monétaires, des investissements et des migrations de retour au Sénégal et en RDC (MAFE - CoDev, Sénégal, RD Congo)

- Les transitions en matière de fécondité, scolarisation et travail des jeunes femmes en Afrique : identification des déterminants et conséquences (Sénégal, Madagascar)

- Risques de santé et migration (Nigeria, Tanzanie)

- Migrations, marché du travail et dynamiques démographiques en Afrique sub-saharienne (MIMADEM, Sénégal, Mali, Cameroun)

La conférence a été l'occasion de partager ces résultats avec des pairs venus de différentes régions du globe (Afrique, Europe, Amérique) et d'aborder la question de leur valorisation et leur dissémination auprès de la société civile et des décideurs publics. Les discussions ont enrichi la réflexion quant aux stratégies à adopter pour utiliser les travaux issus de la recherche dans le plaidoyer de la société civile afin de renforcer son discours et peser sur les instances décisionnaires.

Depuis le Sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies, conclu en septembre 2000 par l'adoption par 189 États membres de la Déclaration du Millénaire, dans laquelle ont été énoncés les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), un mouvement mondial s'appuyant sur une nouvelle dynamique adaptée aux réalités et aux besoins changeants du monde du XXI^e siècle est en marche. Il s'agit de :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre les maladies
7. Assurer un environnement humain durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Cependant, force est de constater que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne demeurent bien loin de pouvoir espérer atteindre ces objectifs à l'horizon 2015 et qu'une accélération des plans d'action dans cette perspective semble impérative. Le lien entre ces objectifs, sur lesquels se sont engagés les décideurs publics, et les incidences des tendances démographiques sur le développement économique est manifeste.

En effet, au centre des préoccupations des dirigeants étatiques et des organisations internationales et sous régionales, mais aussi de la société civile et du secteur privé, se trouve la question de la transition démographique, et notamment du dividende démographique dans les pays en développement.

Afin de pouvoir définir et relever les défis relatifs à ces problématiques, il est essentiel d'étudier et d'analyser les phénomènes qui jouent sur l'évolution démographique et d'utiliser les résultats de la recherche dans les actions de plaidoyer auprès des décideurs.

C'est donc dans ce contexte, que le document présente un compte-rendu des enjeux et thématiques soulevées, expose les contributions et réflexions des participants et propose des recommandations pour renforcer l'impact d'un programme tel que DEMTREND sur les actions concrètes mise en place par les politiques.

II.

Enjeux et thématiques des discussions

La cérémonie d'ouverture et une première discussion en plénière ont laissé l'opportunité pour les organisateurs et les bailleurs d'exposer leurs attentes quant au programme DEMTREND et pour les participants d'exprimer leurs points de vue, les défis auxquels ils font face et les solutions qu'ils envisagent pour y répondre.

Il paraît opportun de présenter succinctement le déroulement des sessions afin d'en rapporter leur teneur principale. Il s'agissait d'abord d'une présentation scientifique de chaque étude par les chercheurs, suivie d'une lecture critique plutôt technique par un pair, et enfin de l'intervention d'un(e) « candide », en général un membre de la société civile, pour mettre en avant les arguments et les questions relatives au plaidoyer.

En amont des présentations, les raisons et les concepts aux origines du programme DEMTREND fondés sur le constat des bailleurs de fond, des chercheurs et de la société civile ont été présentés en introduction.

L'Afrique subsaharienne est la dernière à accomplir sa transition démographique. Celle-ci se caractérise par une forte croissance de la population, même si on constate une légère baisse de la fécondité. Cependant, on observe de grandes différences régionales entre le milieu rural et les zones urbaines en particulier et les strates socio-économiques des populations. Il en résulte notamment un frein au développement économique, des mouvements de population, un rajeunissement de la population et une intensification des mobilités.

Néanmoins, les défis démographiques de l'Afrique sont porteurs d'espoir du fait de la possibilité de capter les bénéfices d'un dividende démographique, qui se traduirait par un décollage économique permettant de lutter efficacement et durablement contre la pauvreté.

Afin de relever les défis devant lesquels se trouve l'Afrique à cet égard, il paraît fondamental de développer des partenariats et l'interdisciplinarité pour la recherche et d'amener les jeunes chercheurs africains dans cette direction.

Un des enjeux majeurs est la question de la diffusion des résultats, notamment auprès des décideurs politiques et d'assurer un suivi de cette diffusion. La stratégie à adopter est celle d'une recherche qui a parmi ses intentions premières d'appuyer le plaidoyer en direction des décideurs politiques pour les convaincre de l'importance cruciale qu'il y a à s'intéresser aux questions de planification familiale et de santé de la reproduction sans les dissocier de la problématique intrinsèque de la protection de l'environnement et des ressources naturelles qui s'y attache.

« Les dynamiques de populations dans les politiques nationales du partenariat de Ouagadougou »

Le Partenariat de Ouagadougou est une initiative lancée le 10 février 2011, lors de la Conférence de Ouagadougou, réunissant neuf gouvernements (Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Guinée, Burkina Faso, Niger, Bénin, Togo et Mauritanie) et un groupe de bailleurs et partenaires (The Bill and Melinda Gates Foundation, USAID, the William and Flora Hewlett Foundation, l'Agence Française de développement, le Ministère français des Affaires étrangères, l'UNFPA, KfW, l'OMS), qui visent à améliorer l'impact et le rôle de la planification familiale dans le paysage économique et social des pays, accélérer la mise en œuvre de stratégie de planification familiale dans ces pays en coordonnant leurs efforts au minimum jusqu'en 2015.

Le Partenariat a permis de mettre la planification familiale à l'agenda de la politique des gouvernements et de la coopération internationale, spécialement en Afrique de l'Ouest francophone. La Conférence de Ouagadougou a insisté sur la nécessité de la fourniture de produits et de services (*supply* en anglais), et des efforts à engager pour privilégier la demande quant à la planification familiale. A l'issue de la Conférence, les délégations nationales sont arrivées à un consensus sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour accroître l'utilisation de la planification familiale dans leurs pays respectifs, et notamment par l'élaboration de plans nationaux spécifiques.

Le Programme DEMENTREND et le Partenariat de Ouagadougou s'inscrivent dans une même logique de soutien et d'accroissement de l'engagement politique en faveur des programmes d'action liés à la planification familiale. De plus, ils concentrent leurs activités sur une zone géographique commune, bien que plus étendue pour DEMENTREND, qui couvre toute l'Afrique subsaharienne. Ainsi, ces initiatives pourraient partager des connaissances et tirer des enseignements l'une de l'autre afin d'identifier des bonnes pratiques et renforcer la mise en œuvre de stratégies de planification familiale.

Réflexions en séance plénière pour alimenter le débat : Jaques Charmes, Jean-François Kobiane, Jean-Pierre Guengant

Les projets sélectionnés pour le programme DEMENTREND devaient faire la part belle aux partenariats. Cela fut le cas grâce aux nombreuses conventions signées avec des organismes pilotes et partenaires issus de différents pays. Les thèmes abordés par ces projets sont les dynamiques de population, la santé sexuelle et de la reproduction, et la migration. Pour mettre en œuvre les projets, des instruments ont été créés notamment des bourses pour les doctorants du Sud dans l'optique d'encourager les thèses qui perpétuent les projets, et les chaires croisées, c'est-à-dire, des programmes réunissant deux chercheurs ou enseignants-chercheurs confirmés, l'un du Nord, l'autre du Sud.

Les apports pour les chercheurs dans le cadre de ce programme sont :

1. les rencontres régulières entre équipes de recherche et les séjours de recherche dans des institutions partenaires
2. la formation, le renforcement des capacités, et le financement des chercheurs (doctorants)
3. l'élargissement des réseaux dont PopPov (population et pauvreté) et la pluridisciplinarité avec l'association d'économistes, de sociologues, et d'autres experts

Cependant, pour encourager la pérennité d'un tel programme, il est souhaitable de revoir certains aspects comme le financement de la recherche sur le long terme (frais de fonctionnement, salaires, équipes d'appui), notamment pour les chercheurs du Sud, et la durée du programme, dont les premiers résultats sortent à peine après trois années.

La Conférence de Ouagadougou était un point de départ important mettant en avant les questions du réseautage, et la collaboration entre les Etats-Unis et la France sur les enjeux de populations de l'Afrique de l'Ouest francophone. Il s'agit de déterminer comment accélérer la transition démographique, avoir une augmentation de la prévalence contraceptive et ainsi obtenir une réduction du coût économique d'une croissance de la population trop rapide.

Des Etats ont recours aux services de grandes entreprises d'expertise-conseil, comme Mc Kinsey, afin d'évaluer leurs plans de planification familiale pour 2012-13 avec des objectifs très ambitieux, qui vont être révisés. Pour atteindre leurs objectifs à l'horizon 2020, il reste encore les deux tiers du chemin à parcourir pour arriver à une révolution contraceptive.

On note une volonté des Gouvernements d'avancer sur ces thématiques mais le terrain politique demeure sensible. Ce constat est illustré, entre autres, par l'élimination des termes « droits reproductifs des femmes » des conclusions de la conférence de l'ONU Rio +20 sur le développement durable¹. C'est un échec pour les défenseurs des droits humains et de l'égalité des sexes, alors que l'existence d'un lien entre les droits reproductifs et la maîtrise démographique, et particulièrement dans les pays en voie de développement, n'est plus à démontrer.

Discussion avec la salle

De nombreuses parties prenantes à la conférence sont intervenues pour apporter leur point de vue et leur contribution au débat. L'axe de réflexion qui domine ces échanges est celui du lien entre chercheurs, société civile et décideurs politiques, caractérisé par l'intérêt d'identifier les besoins des populations grâce à la recherche, les problèmes de financement et la valorisation des résultats de la recherche.

La discussion a souligné la question de la pertinence du lien entre chercheurs, société civile et décideurs politiques. Concernant le lien entre la recherche et la décision politique, il est reconnu que les décideurs doivent faire appel aux chercheurs pour identifier les besoins des populations. Mais ceux-ci ne se posent pas les mêmes questions et n'ont pas les mêmes perspectives. Les hommes et les femmes politiques s'intéressent à des échéances à court terme, à la prochaine élection. Bien que l'Etat sollicite les chercheurs, les résultats qu'ils souhaitent obtenir doivent être visibles rapidement, alors que seul le travail sur le long terme permet d'obtenir des résultats de recherche satisfaisants. Les chercheurs, pour être en capacité de répondre aux politiques, doivent pouvoir anticiper les questions de ceux-ci et donc être en mesure de conduire des recherches

fondamentales et pas seulement déterminées par des financements ciblés.

Il semble donc souhaitable, au vu de cette analyse, de construire un pont entre le monde de la recherche et celui des décideurs politiques. Un gouvernement prend des décisions et il doit en connaître les risques, alors que le chercheur n'est pas toujours le bon interlocuteur (ou conseil). Il arrive aussi que le gouvernement refuse les résultats de la recherche. Il faut donc trouver une jonction interdisciplinaire entre les deux espaces que sont, le temps de la recherche et le temps de la décision. La création d'un espace multidisciplinaire est un autre exercice que celui de la recherche. Les chercheurs ne doivent pas seulement s'adresser aux décideurs et aux institutions internationales ; ils doivent aussi se tourner vers la société civile pour que cette dernière prenne le relais en termes de plaidoyer. Dans cette optique, des chercheurs ont adopté une démarche encore embryonnaire pour développer une médiation de la société civile entre les chercheurs et les gouvernements. Cette approche est reflétée, par exemple, par l'invitation des décideurs publics et des membres de la société civile lors de la présentation des résultats de recherches. On remarque l'intérêt que cela suscite auprès de la société civile tandis que les gouvernements, quant à eux, ont davantage besoin d'incitations pour s'impliquer dans des actions de pérennisation de la recherche. Engager le dialogue entre les chercheurs, la société civile et les décideurs politiques est une première étape pour répondre aux besoins des populations. Mais, pour que le processus fonctionne, il est aussi souhaitable de travailler à la valorisation et l'accessibilité des données.

Il est très difficile de faire des prévisions et d'interpréter les signes autour de la transition démographique. Au niveau politique, les facteurs à inclure sont nombreux comme le besoin de scolarisation des enfants. Il ne peut y avoir de certitude quant au changement dans la société. Un élément essentiel pour cette évolution est de prendre en compte la demande. Comme indiqué ci-dessus, il est nécessaire de conduire des recherches s'appuyant sur la collecte et l'analyse de données pertinentes pour pouvoir identifier cette demande, qui traduit les besoins des populations. Les démographes analysent les dynamiques, mais la question est de savoir comment utiliser ces recherches ensuite. Ces

dernières constituent autant d'instruments sur lesquels s'appuyer pour prendre les bonnes décisions politiques. Mais, pour que ces résultats soient utilisés par les décideurs publics, il faut les rendre accessibles. Cela sous-entend, d'abord, un effort important de formation en démographie et en économie, mais aussi, d'adaptation au contexte culturel afin de convaincre de l'importance de la recherche et donc de son financement. Le financement et le renforcement des partenariats constituent un des enjeux de plaidoyer auprès des acteurs de la société civile et des décideurs des pays. Pour les chercheurs, il est important de sentir la volonté des dirigeants d'agir au niveau national, en incluant comme une priorité le financement de la recherche dans leurs plans de développement plutôt que de se reposer sur les agences internationales. Le lien entre la recherche et la décision politique pourrait être renforcé si le projet de recherche était planifié en amont et intégré au processus décisionnel.

Pour promouvoir l'outil statistique comme outil d'aide à décision, il faut encourager la bonne gouvernance, c'est-à-dire, encourager une gestion basée sur les résultats et la mise en place de mécanismes de suivi. Après la restitution des résultats d'une recherche, il faut pouvoir atteindre les décideurs pour qu'ils tiennent leurs engagements. Dans ce contexte, les défis sont de savoir comment la société civile peut jouer un rôle d'accompagnement et faire face aux difficultés de continuité et de suivi, aux contraintes liées à la mobilité sociale (au sein des ministères, etc.), mais aussi au manque de transparence sachant que, dans certains pays, les responsables chargés de ces questions peuvent changer souvent ou ne pas être les plus aptes à tenir ce rôle, compte tenu de l'instabilité politique et/ou des problèmes de corruption et de cooptation.

D'autre part, l'enquête qualitative est en général planifiée pour approfondir l'enquête quantitative. Pourtant, celle-ci est souvent sacrifiée. Cette difficulté est liée au manque de financement pour l'analyse, alors que le coût de la recherche garantit la qualité d'ensemble du projet. S'il n'existe pas de dispositifs adaptés pour motiver et rémunérer les chercheurs, un problème de fond demeure. La plus-value du programme DEMTREND est de toujours associer l'enquête.

1. La Conférence des Nations Unies de Rio+20, s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012 et a été l'occasion de passer en revue les vingt années de mise en œuvre et de faire le suivi du Sommet de la Terre de 1992.

III.

Présentation des projets et éléments pour le plaidoyer en direction des décideurs politiques

Projet 1

Conséquences des stratégies de fécondité et de la composition du ménage sur la scolarisation et le travail des enfants en milieu urbain

Pays

Burkina Faso

Présentation

Jean-Francois Kobiane, ISSP

Discutant scientifique

Philippe Hamelin

Communications

• *Taille de la famille et inégalités sociales*

éducatives au sein de la famille à Ouagadougou.

Lachaud, J., LeGrand, T.,

Kobiané, J-F. et Adjiwanou, V.

• *Baisse de la fécondité et scolarisation des enfants en milieu urbain au Burkina Faso : quelle relation causale ?* Moussa

Bougma, Thomas K. Legrand,

Jean-François Kobiane

• *Avance ou retard scolaire et rôle de la fratrie dans les stratégies éducatives des familles (Ouagadougou, Burkina Faso).* Nolwen

Henaff, Marie-France Lange

Résumé

Contrairement aux résultats assez mitigés observés dans d'autres contextes en Afrique sur la relation entre fécondité et scolarisation des enfants, les résultats du projet de recherche révèlent qu'il y a bien un effet négatif de la taille de la fratrie sur la scolarisation, effet qui se renforce au fur et à mesure de la progression des enfants dans le système scolaire. Il ressort également que les familles interviennent énormément dans la scolarisation des enfants, notamment à travers le soutien de la famille élargie. Les familles de grande taille sont celles qui ont le plus de chances de bénéficier de ce soutien de la famille élargie, mais celui-ci ne semble pas compenser

les niveaux de scolarisation plus élevés observés dans les familles de petite taille. L'analyse de la transmission intergénérationnelle de l'éducation révèle que les petites-filles dont les grand-mères ont été scolarisées ou alphabétisées ont plus de chances, comme leurs mères, d'avoir accès à l'instruction. Par ailleurs, le niveau d'instruction de la mère demeure un déterminant de la probabilité pour un enfant d'accéder aux différents niveaux d'enseignement. Enfin, les résultats de la recherche montrent qu'une forte proportion des enfants entre à l'école tardivement, après l'âge de 6 ans, et que, par ailleurs, ces enfants ont un plus grand risque de redoubler au cours de leur parcours scolaire.

En termes d'implications politiques, il est nécessaire de revoir la carte scolaire urbaine pour une meilleure répartition de l'offre scolaire et d'accroître l'offre au préscolaire pour ses effets positifs escomptés sur le parcours scolaire des enfants. Enfin, le renforcement des programmes d'alphabétisation et de la scolarisation au-delà du primaire, le développement des politiques en matière de santé de la reproduction peuvent contribuer à une meilleure santé des mères et des enfants, accentuer la baisse de la fécondité et générer un meilleur investissement des familles dans la scolarisation.

Approche « candide » et discussion avec la salle : M. Nourou Adjibade, ONG CÉRADIS

Les points d'intérêt comme enjeux de plaidoyer sont doubles, d'abord, la révision de la politique de population, notamment concernant la santé de la reproduction et la planification familiale au Burkina Faso, et ensuite l'utilisation des résultats de l'étude sur toute l'étendue du territoire burkinabè pour le plaidoyer.

Les résultats soulignent la pertinence d'un nombre de choix de la politique nationale. Tout en confirmant l'intérêt des politiques, il faut aussi souligner que l'offre éducative et la demande en termes de santé de la reproduction nécessitent d'être renforcées.

Projet 2

Éducation, information, sexualité et fertilité chez les adolescents

Pays

Cameroun, Ghana

Présentation

Elise Huillery, PSE, Poverty Action LAB et Odile Mbadi, IRESCO

Discutant

Gervais Beninguisse

Résumé

L'objectif de l'étude était de déterminer l'impact comparé de campagnes de prévention sur les comportements à risque auprès de jeunes filles de classe de 4^{ème}. Le test portait à la fois sur le contenu du message (information sur le risque-moyen de contamination ou plutôt sur les risques relatifs suivant l'âge du partenaire), et sur l'émetteur du message (personnel spécialisé extérieure à l'école versus les professeurs)

L'enquête, réalisée après les séances d'informations a porté sur 2840 filles et sur 384 amies et 490 sœurs des filles ayant reçu une formation. Les résultats montrent que, quelque soit le type de message délivré ou le type d'intervenants, les résultats sont différents, il y a des variations régionale, rurale ou urbaine. Cela suggère que les contextes locaux sont des ingrédients essentiels à prendre en considération lors de la conception des campagnes de prévention. Le point positif est la dissémination du message auprès du réseau social des adolescentes.

Approche « candide » et discussion avec la salle : Mme Nora Le Jean, ONG Lafia Matassa, Niger

On note certains messages clés exploitables pour le plaidoyer :

- Le message des consultants, qui utilisent des outils de communication « modernes » permet une meilleure mémorisation
- L'importance de la complémentarité entre les consultants et des personnes qui peuvent relayer le message (personnel scolaire, parents...)
- Les jeunes ont une attention sélective aux messages qui résonnent le plus en eux
- Les filles se parlent entre elles des nouveaux messages, ceux qui ont le plus résonnés en elles

Les filles étaient la cible de l'étude car la prévalence du VIH est bien plus élevée chez elles. Bien que les données pour les garçons aient été collectées, elles n'ont pas pu être saisies et analysées. L'étude laisse une impression d'inachevé, car elle ne cherche pas à identifier et analyser les facteurs qui font que le taux de prévalence du VIH est bien plus élevé chez les filles que les garçons. Cela montre qu'on ignore certaines difficultés liées au genre, et notamment le problème des relations de pouvoir et d'inégalités hommes/femmes dans l'étude, qui pourtant sont des questions clés pour les messages de plaidoyer. Du même point de vue, il n'y a pas assez de questions sur les normes sociales dans l'enquête de base. Les inégalités de genre reflètent les réalités de sociétés qui perpétuent des pratiques, traditions et coutumes en conflit avec les droits des femmes. Pour aider les acteurs de plaidoyer à remettre en question celles-ci et combattre les causes profondes d'inégalité hommes/femmes qui freinent l'autonomisation économique et sociale des femmes, la mise à disposition de données chiffrées est très utile. Ces données peuvent servir à démonter l'intérêt des Etats à soutenir l'évolution des normes sociales et l'amélioration du statut des filles et femmes. Le genre n'est pas une question 'à côté', mais transversale et au cœur du débat sur la transition démographique. Les femmes doivent disposer des mêmes opportunités que les hommes, et contribuer de façon égale à la transition démographique et au développement du pays.

Projet 3

Pauvreté et besoins non satisfaits en santé de la reproduction des adolescents et des jeunes en Afrique Centrale

Pays

Angola, Cameroun, Centrafrique, Congo, RD Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad

Présentation

Gervais Beninguisse, IFORD
Discutant scientifique
 Alice Mesnard

Communication

• *Parents et éducation sexuelle des adolescents et jeunes à Yaoundé.*
 Alice Tchoumkeu, Gervais Beninguisse, Nathalie Sawadogo, Crispin Mabika Mabika

Résumé

L'objectif général du projet est d'analyser les liens entre les besoins non satisfaits en santé de la reproduction et la pauvreté chez les jeunes et adolescents dans 9 pays d'Afrique Centrale. L'étude s'appuie sur une analyse complémentaire des données secondaires (EDS) et des données originales issues des enquêtes biographiques, qualitatives et situationnelles collectées à Yaoundé (Cameroun) et Brazzaville (Congo). Elle a mis en évidence d'importants résultats aux implications politiques évidentes dont voici un échantillon :

- L'Afrique centrale se caractérise par une initiation sexuelle précoce. D'après les données EDS, la proportion de filles de 15-19 ans ayant déjà eu une relation sexuelle varie de 46% à Sao Tomé en 2009 à 70% au Gabon. Chez les garçons l'initiation sexuelle survient plus tard.
- La sexualité pré-maritale est relativement élevée parmi les 15-24 ans. Sur la période d'observation qui commence à l'âge de 10 ans jusqu'à la date de l'enquête, 57,6% des personnes interrogées à Yaoundé et 63,1% à Brazzaville sont déjà sexuellement actives.
- Les filles sexuellement actives non-utilisatrices de la contraception et qui ne désirent pas ou plus d'enfants ou alors celles qui sont tombées enceintes à un moment non opportun sont considérées comme ayant des besoins non satisfaits en matière de planification familiale (BNSPF). Sur la période d'observation, la fréquence des BNSPF à Yaoundé est de 47,0% chez les célibataires et

44,6% chez les mariées. A Brazzaville, elle est de 63,7% chez les célibataires et 52,6% chez les mariés. La pauvreté s'illustre comme un facteur favorable à la prégnance des comportements sexuels à risque et à l'expression des BNSPF.

- Parmi les filles ayant au moins une grossesse au cours de leur vie, 16,4% ont abouti à un avortement dont 9,4 % d'avortements provoqués. Le recours à l'interruption volontaire de grossesse est perçue de façon prépondérante par les adolescents et jeunes comme étant causé par la crainte d'une désapprobation parentale de la sexualité et procréation pré-maritales, le déni de paternité par le partenaire géniteur, la volonté de poursuivre les études et la stigmatisation sociale.
- Les parents ne parlent pas assez de sexualité avec leurs enfants bien que ces derniers les identifient comme une source d'information crédible en matière d'éducation sexuelle.
- La majorité des adolescents et jeunes entrent en sexualité avec des informations erronées sur le phénomène et les risques qu'ils encourent. Par exemple, nombreux sont ceux qui pensent que le premier rapport sexuel ne peut déboucher sur une grossesse. D'autres pensent que l'entrée tardive des filles en sexualité peut entraîner des difficultés de conception. D'autres encore pensent que le préservatif diminue le plaisir sexuel ou provoque des effets secondaires néfastes.
- L'analyse révèle un décalage entre d'une part, l'existence des politiques officielles en matière de santé qui intègrent la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes et, d'autre

part, leur mise en œuvre effective qui s'avère être insuffisante, défailante ou non formalisée dans les structures sanitaires. Les services adaptés aux besoins spécifiques des adolescents et jeunes sont particulièrement absents dans les hôpitaux publics. Seuls quelques hôpitaux privés relevant du milieu associatif (ONG) disposent des centres spécifiques pour jeunes.

Approche « candide » et discussion avec la salle : M. Serge Rabier et Mme Delphine Barry

Dans une enquête sur cette thématique, les chercheurs pourraient enrichir les études en collectant et analysant les données et en adoptant une approche sensible au genre. Si ces données n'existent pas, comment faire pour encourager les Etats à tenir compte des problèmes des jeunes filles dans les politiques publiques ? Les filles reconnaissent que leur premier rapport sexuel est souvent imposé par le garçon, qui refuse le port du préservatif. L'enquête s'intéressait aux filles qui voulaient répondre, mais aurait dû peut-être explorer ce qui se cachait derrière le refus. Les trois explications des comportements sexuels interpellent car elles évacuent les normes sociales, les normes de genre et les violences.

La contribution du travail des chercheurs est essentielle concernant les déterminants relatifs aux comportements sexuels et reproductifs des adolescentes en situation de vulnérabilité comme : la différence entre les hommes et les femmes dans l'engagement sexuel (trouver un époux, un soutien vs besoins sexuels), la question du pouvoir décisionnel plus faible pour les filles ou le manque de connaissance et d'information des filles qui ont aussi peu de légitimité à la chercher. Le problème du statut des jeunes filles reste à approfondir. Leur statut social ne leur permet pas une bonne négociation des termes des relations sexuelles avec leur partenaire.

On se demande alors quelles stratégies mettre en place pour que le programme de recherche prenne plus en compte ce qui n'est pas visible ou ignoré, c'est-à-dire les problèmes des jeunes filles de 9 à 16 ans, et, par ce biais, les politiques publiques.

Concernant l'offre en matière de santé sexuelle et reproductive ainsi que les droits qui y sont attachés, la multiplicité des acteurs (médiats, cours, amis, association...) intervenants complique la

coordination pour l'analyse et l'intervention. On aurait aimé avoir plus d'informations sur les coûts réels de la grossesse et des soins de santé sexuelle et reproductive et connaître la vision des agents de santé face aux jeunes filles (risque de stigmatisation). La grande question qu'on devrait se poser est la suivante : « pourquoi les indicateurs en la matière sont-ils moins bons alors que l'offre et le niveau de connaissance sur la santé de la reproduction sont meilleurs aujourd'hui qu'hier ? ».

L'enquête aurait gagné en pertinence en expliquant que le taux de grossesse chez les adolescentes des pays en développement est bien trop élevé² et tire les taux de fécondité et de mortalité maternelle vers le haut. Remédier à cette situation présente de nombreux avantages : l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant, le nombre accru de jeunes femmes qui terminent leur scolarité, l'égalité des droits et des chances, une productivité et des emplois accrus pour les femmes, la réalisation du plein potentiel des filles et femmes (en anglais « social assets » et « life skills »).

Afin d'arriver à ces résultats, nous pouvons identifier comme pistes d'actions :

- œuvrer pour l'autonomisation (« empowerment ») des filles et le rééquilibrage des rapports de genre ;
- dialoguer avec les communautés pour le changement de comportement par rapport aux normes et rapports de genre, et notamment développer un plaidoyer auprès des leaders religieux et coutumiers pour une forte implication des parents qui constituent des modèles pour leur progéniture ;
- adapter l'offre de service, de soins, développer et diversifier les canaux d'information sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes (SSRAJ) avec l'utilisation de nouveaux messages pour atteindre les jeunes dans le cadre formel de l'école ou en-dehors.

2. Environ 19 % des jeunes femmes des pays en développement tombent enceintes avant l'âge de 18 ans.

Source : *La mère-enfant : Face aux défis de la grossesse chez l'adolescente*, Rapport sur l'état de la population 2013, UNFPA

Projet 4

Migration et développement : analyse comparée du rôle des transferts monétaires, des investissements et des migrations de retour au Sénégal et en RDC (MAFE - CoDev)

Pays

Sénégal, RD Congo

Présentation

Bruno Shoumaker, UCL

Discutant scientifique

Yves Charbit

Communications

• *Les Incidences de la*

Migration des hommes sur le

Statut et le Rôle des Femmes

et sur la Scolarisation des

enfants au Sénégal. Cas des

Parcelles Assainies de Dakar.

Papa Sakho et Rosalie Diop

• *L'effet des appuis*

institutionnels après le

retour sur la réinsertion

des migrants dans

leur pays d'origine.

Marie-Laurence Flahaux

Résumé

Depuis la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire en 1994, le rôle des migrants dans le développement des pays d'origine s'est imposé comme une évidence des discours et dispositifs politiques. L'objectif du projet MAFE-CoDev est de mettre en question cette « évidence » politique : les migrants internationaux sont-ils bien les vecteurs de développement qu'appellent de leurs vœux les politiques africaines et européennes ? La recherche procède en deux temps : **1.** une analyse des discours et dispositifs politiques qui associent migrations internationales et développement afin d'identifier les hypothèses qui les fondent ; **2.** Un examen empirique de plusieurs de ces hypothèses avec des données quantitatives des enquêtes MAFE du Sénégal et de la RD Congo. Les mesures de promotion des liens entre migration et développement reposent sur plusieurs postulats largement nuancés par les analyses conduites dans ce projet. Premièrement, les migrations africaines reçoivent une attention qui semble disproportionnée au vu de leur poids statistique ; contrairement aux idées reçues - et fréquemment reprises dans les documents politiques - elle est fortement sélective, et n'est pas constituée de gens miséreux. Le rôle économique des migrants ne colle pas non plus nécessairement aux attentes. Par exemple, si les migrants participent bien aux investissements

dans le secteur immobilier, ils ne le font pas nécessairement dans le sens où on l'attend - en investissant notamment à des fins locatives. Les choix et stratégies des migrants de retour sont avant tout fondés sur des décisions dans l'intérêt des migrants et de leurs proches ; les dispositifs d'aide au retour ne semblent efficaces que s'ils convergent avec les intérêts individuels des migrants. Différents résultats de ce projet - exécuté en milieu urbain - indiquent que la migration répond davantage à des logiques individuelles et privées qu'à des ambitions de développement de la part des migrants.

Approche « candide » et discussion avec la salle: M. Nouhoun Bakayogo - EQUIPOP

L'étude indique que ce qui permet la réussite de la réinsertion au retour, ce n'est pas l'appui institutionnel, mais plutôt le temps de préparation. On remarque que les personnes les mieux préparées sont les plus instruites. Ce constat amène à penser que la question de la pauvreté reste centrale.

On observe un désenchantement entre les attentes des migrants qui bénéficient de l'aide au retour volontaire (ARV) et la réalité. On constate le faible impact de l'ARV pour les migrants non préparés au retour dans leur pays d'origine, qui gardent un fort souhait de retourner en Europe. Parmi les difficultés constatées par rapport aux

trajectoires migratoires, on remarque que l'aide proposée par les gouvernements et les organisations internationales comme l'OIM³ n'est pas toujours appropriée. En tant que chercheur, quelles suggestions peut-on faire dans le cadre de l'élaboration de politique en matière de migration (retour, transferts monétaires) ?

Plusieurs dispositions institutionnelles ont été développées par les Etats pour permettre l'investissement des migrants, mais ces mesures doivent se conformer aux attentes de ces derniers, pour aboutir à des investissements productifs.

Il est nécessaire d'aboutir à des suggestions claires au vu des recherches pour le plaidoyer menées par les acteurs de la société civile : il faut que les résultats des études soient clairs, avec des éléments sur lesquels on peut s'appuyer pour parler aux politiques. On ressent un sentiment de distorsion entre les discours et décisions politiques et la réalité issue des recherches. L'idée est de confronter les décideurs à des données empiriques. En effet, on ne peut pas laisser de côté la responsabilité des politiques, car les questions migratoires représentent des enjeux dans la CEDEAO, mais aussi dans les relations Nord/Sud. Des recommandations politiques pourraient procéder des restitutions des recherches avec des résultats qui reposeraient sur des indicateurs. Mais souvent les chercheurs ne se sentent pas capables de donner ce genre de recommandations. Il est souhaitable que le monde politique lui-même s'adresse aux chercheurs pour obtenir des suggestions.

D'après l'enquête, être cheffe de famille pour une femme ne constitue pas réellement un atout, du fait des complications sociales et de l'insatisfaction monétaire que cela engendre. Ce constat reste très superficiel, les causes profondes doivent être mises en avant pour pouvoir utiliser ce constat dans le plaidoyer. Bien que primordial, cet aspect de l'étude a été peu abordé lors de la présentation des résultats.

3. Organisation Internationale pour les Migrations : créée en 1951, l'OIM est l'organisation intergouvernementale cheffe de file sur la scène migratoire

Projet 5

Les transitions en matière de fécondité, scolarisation et travail des jeunes femmes en Afrique : identification des déterminants et conséquences

Pays

Sénégal, Madagascar

Présentation

Frédéric Aubery, CERDI

Discutant scientifique

Jacques Charmes

Communications

• *Cognitive achievement production in Madagascar: a value-added model approach.*

Frédéric Aubery, David Sahn

• Itinéraire de vie des

jeunes à Madagascar.
Harivelo Rajemison,
Faly Rakotomanana

Résumé

Les décisions que prennent les jeunes et leur famille quant au passage de l'école à la vie active, le mariage ou la reproduction affectent leur bien-être. Les enquêtes réalisées ont apporté deux contributions significatives : **1.** l'obtention de données individuelles sur le Sénégal et Madagascar couvrant le début de l'école primaire jusqu'à l'âge adulte et permettant de traiter rigoureusement des problèmes d'inférence causales. **2.** Une analyse statistique des transitions de la jeunesse qui éclaire l'évaluation de l'importance des déterminants familiaux, communautaires et politiques des comportements de vie durant la jeunesse, dont l'abandon scolaire qui concerne en premier lieu les jeunes filles au niveau secondaire, l'entrée sur le marché du travail, la migration, le mariage et la grossesse. Les investissements réalisés contribueront à l'enrichissement de la littérature sur la pauvreté, la population, l'économie de l'éducation et le marché du travail.

Approche « candide » et discussion avec la salle : Mme Juliette Compaore – ONG ASMADE

L'étude met à disposition une quantité importante de données qui mettent en lumière des interactions possibles entre l'éducation, la santé, et les conditions de vie socioéconomiques des familles et la poursuite scolaire et l'orientation de l'itinéraire de vie des jeunes.

La lecture des données des enquêtes laisse voir une importante inversion des tendances dans la scolarisation des filles et des garçons à partir du niveau secondaire à Madagascar et une réduction importante du nombre de filles qui finissent leurs études, donc qui pourraient participer à tous les niveaux décisionnels dans la construction du pays.

Cela questionne les choix politiques en matière de développement et la place des femmes et du genre dans les politiques publiques, les interrelations indispensables à renforcer entre les différents départements ministériels dans le pays. Par ailleurs, les données questionnent le poids de la tradition, les moyens investis par les parents/leurs rôles dans la scolarisation, le maintien des filles à l'école, la poursuite des études pour les filles et les garçons, mais aussi leur influence sur le choix d'itinéraires de vie pour les jeunes.

Deux phénomènes constituent un frein à l'éducation des jeunes filles. D'abord, l'école secondaire dans les régions reculées se trouve loin des foyers, l'insécurité et l'éloignement posent problèmes. Ensuite, les parents décident parfois que l'intérêt d'envoyer les filles à l'école est trop faible par rapport à l'investissement, ce qui renforce la discrimination homme/femme dans l'accès à l'emploi.

Projet 6

Risques de santé et migration

Pays

Nigeria, Tanzania

Présentation

Alice Mesnard, IFS

Discutant scientifique

Gervais Beninguisse

Communications

• *Risk Sharing and Internal Migration.* Joachim de Weerd, Kalle Hironen.

• *Asymmetry of Information within Family Networks.* Joachim de Weerd, Garance Genicot, Alice Mesnard

• *Quality, accessibility and the demand for health care in Nigeria.* Elisa Cavorta, Alice Mesnard, Wendy Janssens

• *Socio-economic status, gender and health expenditures in rural Nigeria: The financial burden of chronic and acute illnesses.* Wendy Janssens et Al.

• *Migration and The Equilibrium Prevalence of Infectious Diseases.* Alice Mesnard, Paul Seabright

Résumé

Les recherches sur risques de santé et migration avaient trois volets : accès aux soins en milieu rural au Nigéria ; migration et partage des risques en Tanzanie et migration et maladies contagieuses. Elles cherchent à comprendre les différentes stratégies des populations pour se soigner ou pas, selon les coûts et l'offre de soins. Au Nigéria, en milieu rural, on observe que plus d'un tiers des personnes ne se soignent pas en cas de maladie chronique ou aigüe. Quand il se soigne, le coût est très élevé et représente plus d'un tiers de la consommation par tête des ménages. Donc les plus pauvres se soignent moins. Il y a aussi un grand écart entre hommes et femmes ; les femmes se soignent moins et, quand elles se soignent, elles dépensent moins. Les migrants financent les soins de ceux qui n'ont pas migré mais s'auto-assurent avec d'autres migrants. Les résultats de cette deuxième étude suggèrent que la pression explique mieux les transferts des migrants que les motivations altruistes. Enfin la troisième étude conclut que la migration n'a pas d'effet en termes d'épidémiologie des maladies infectieuses et ne devrait pas être restreinte.

Approche « candide » et discussion avec la salle : Mme Caroline Traore – EQUIPOP Afrique de l'Ouest

Les différents projets présentent les barrières dont souffrent les populations pour accéder aux soins, et les différences dans ce cadre selon

les couches sociales. Compte tenu de la responsabilité des gouvernements d'accorder une protection aux plus vulnérables, la société civile a un rôle important à jouer pour inciter les Etats à lever les barrières à la jouissance des droits des populations quant à l'accessibilité aux soins de santé. Les résultats peuvent aussi servir à montrer aux pouvoirs publics les défis restant à relever pour atteindre les OMD et respecter leurs engagements en matière de santé publique. Les actions de plaidoyer doivent s'adresser aux gouvernements pour rapprocher les services de santé au plus près des populations, et en particulier, répondre aux besoins des ménages pauvres qui n'ont pas accès aux soins de santé de qualité. Plutôt que d'opter pour la subvention des soins pour certaines familles pauvres, qui n'est pas une solution durable, il faut orienter les recherches et le plaidoyer vers des solutions de développement de l'assurance maladie ou les mutuelles de santé.

L'étude a intégré l'approche genre, en montrant que les femmes se soignent moins que les hommes. Cependant, les raisons à la base de ce constat ne sont pas explicitées. La question mérite d'être approfondie afin de fournir des informations susceptibles de nourrir le plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour lutter contre les inégalités de genre par rapport au droit à la santé.

Projet 7

Migrations, marché du travail et dynamiques démographiques en Afrique sub-saharienne (MIMADEM)

Pays

Sénégal, Mali, Cameroun

Présentation

Anne-Sophie Robilliard, DIAL

Discutant scientifique

Jacques Charmes &

Philippe Hamelin

Communications

• *The impact of fertility on household economic status in Cameroon, Mali and Senegal.* Mathias Kuepié & Hamadou Saïdou

• *The effect of the number of siblings on education in sub-Saharan Africa: evidence from a natural experiment.* Mathias Kuepie & Michel Tenikue

• *Impact de la fécondité sur l'activité économique des femmes dans trois pays d'Afrique Sub-saharienne.* Ada Nayihouba & Anne-Sophie Robilliard

• *Determinants of labor market gender inequalities in Cameroon, Senegal and Mali: the role of human capital and of fertility burden.* Mathias KUEPIE, Dzossa Analet & Samuel Kelodjoue

• *Déterminants contextuels et individuels de l'insertion des jeunes dans le marché du travail au Cameroun, au Mali et au Sénégal.* Samuel Nouetagni & Roland Moodjom

Résumé

Le projet MIMADEM se proposait de réexaminer les relations entre dynamiques démographiques et dynamiques économiques en Afrique à travers la notion de dividende démographique, en mettant l'accent sur le rôle du marché du travail. Au-delà des résultats de nature méthodologique, un premier ensemble de travaux se sont intéressés à la question de l'impact de la fécondité sur la pauvreté. L'ensemble des résultats suggère un impact négatif de la fécondité sur, d'une part, le statut économique des ménages, et, d'autre part, les résultats scolaires des enfants. Un autre ensemble de travaux se sont intéressés à la question de l'activité économique des femmes et à leur insertion sur le marché du travail. Les résultats indiquent tout d'abord que la participation des femmes dans les trois pays depuis les années 70 est caractérisée par une évolution à la hausse marquée néanmoins par de nombreuses ruptures de tendance difficiles à expliquer. Par ailleurs, les résultats suggèrent d'un côté que la fécondité ne semble pas avoir d'impact significatif sur la participation des femmes au marché du travail, et ce quel que soit le pays, le milieu et le groupe d'âge

considéré. En revanche, concernant l'insertion, les résultats montrent que, même si elles avaient le même niveau d'éducation que les hommes, les femmes présenteraient moins de chance d'entrer dans le segment haut de gamme, parce que l'éducation est moins efficace pour elles. Deux autres travaux se sont intéressés à l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Il ressort d'un premier travail que les déterminants individuels du statut d'insertion des jeunes varient en fonction des pays.

Un second travail d'analyse, conduit sur des données biographiques, montre que les jeunes issus des milieux favorisés ont plus de chance d'accéder rapidement au salariat que leurs congénères des milieux défavorisés.

Approche « candide » et discussion avec la salle : Dr. Issa Sabo, ONG Lafia Matassa - Niger

L'emploi des jeunes est une question centrale en Afrique subsaharienne, du fait de sa très nombreuse population jeune, et de l'arrivée massive de cette jeunesse sur le marché du travail. Cette jeunesse se heurte au manque de cadre et de

politique adéquats pour la régularisation du marché de l'emploi, lequel a pour conséquence, une absence de l'évolution économique propre à absorber cette main d'œuvre.

La société civile a donc un rôle clé à jouer pour plaider en faveur de l'adoption de politiques nationales pour l'emploi des jeunes en tant que priorité nationale. Les chercheurs pourraient appuyer cette idée, en soumettant aux décideurs politiques des recommandations pour le développement d'un cadre pour l'emploi s'inspirant des perspectives issues des résultats de leurs études.

Bien que des actions soient menées au niveau national, à travers une politique d'insertion pour les jeunes, celles-ci devraient être ciblées afin de tenir compte des spécificités régionales, ou des écarts liés au milieu de vie, pour donner lieu à une meilleure insertion sur le marché du travail.

Le travail des femmes est une autre thématique ancienne étudiée par cette recherche. Contrairement à l'hypothèse classique selon laquelle il y aurait incompatibilité entre travail et rôle de mère, on trouve que les liens observés entre emploi et fécondité des femmes sont mitigés. Pour pouvoir exploiter de tels résultats dans le plaidoyer, il faut d'abord consolider les connaissances et l'analyse des déterminants qui influencent l'accès des femmes au marché du travail, son autonomisation, particulièrement économique. Beaucoup de femmes travaillent dans le secteur informel ou exercent des activités non génératrices de revenus. Pour influencer les politiques sur ce plan, il faudrait utiliser des indicateurs qualitatifs et déterminer dans quels types d'emploi les femmes sont présentes, et à quel niveau.

IV.

Contributions pour le dialogue et le plaidoyer tripartites (chercheurs – société civile – bailleurs de fonds)

« La transition démographique en ASS et au Sahel : enjeux et perspectives »

Jean-Pierre Guengant

Démographe, directeur de recherche émérite à l'Institut de recherche pour le développement

M. Guengant a axé sa présentation sur le lien entre croissance économique et croissance démographique en Afrique et dans le monde, la transition démographique en Afrique et dans le monde et enfin sur les déterminants proches de la fécondité.

Il ressort de son analyse que l'évolution démographique de l'Afrique subsaharienne et du Sahel est très particulière du fait de sa croissance démographique, qui est trois fois plus forte qu'en Europe, qui s'est maintenue pendant cinquante ans et qui a freiné l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) par tête.

A cela s'ajoute le fait que très peu de pays d'Afrique subsaharienne et du Sahel ont achevé ou vont achever leur transition de la fécondité. Cela implique un pourcentage très élevé de femmes en union exposées à de nombreuses grossesses et donc à des risques pour leur santé. Parallèlement, les taux de mortalité maternelle et de mortalité infantile diminuent. Cependant, les pourcentages d'enfants ayant un retard de croissance demeurent encore trop élevés.

Par ailleurs, par rapport aux déterminants proches de la fécondité, M. Guengant relève que la révolution contraceptive est loin d'être achevée en Afrique subsaharienne. Dans ce contexte, l'indice synthétique de fécondité est plus faible en milieu urbain qu'en milieu rural tandis que le taux de prévalence contraceptive est plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain. Ces écarts sont plus marqués en Afrique subsaharienne qu'ailleurs dans le monde.

Pour conclure, face à la lenteur de la baisse de la fécondité, les décideurs politiques doivent agir sur deux leviers de changement : d'une part promouvoir le recours à la contraception et d'autre part faire évoluer les normes socio-culturelles (évolution du nombre idéal d'enfants). Pour ce faire, il est nécessaire d'améliorer les services, de stimuler la demande et de créer un environnement (politique, social, religieux) plus favorable à la planification familiale. Sans cela, les pays d'Afrique subsaharienne ne seront pas en mesure d'ouvrir la fenêtre d'opportunité nécessaire pour capter le dividende démographique. Dans tous les cas, la poursuite des tendances actuelles n'est pas soutenable du fait de leur coût non négligeable sur l'économie, sur la santé, et sur l'environnement.

Suite à la présentation de M. Guengant, un débat s'est engagé et a été marqué par des prises de position et des réactions divergentes entre les chercheurs et les acteurs de la société civile.

Certains participants s'attachent à souligner l'enjeu et l'importance que représente l'investissement dans l'éducation des filles pour faire baisser la fécondité. Les filles qui sont scolarisées ont tendance à se marier plus tardivement, et donc à créer une famille à un âge plus avancé, ce qui fait baisser le taux de fécondité et l'éventualité de conséquences négatives à l'issue de l'accouchement. Les filles qui ne vont pas à l'école ont souvent pour seul débouché le mariage. La scolarité des filles a un vrai impact sur le recul de l'âge de début de la vie féconde, à partir du cycle secondaire. Des études ont aussi montré que plus les filles sont éduquées, plus elles sont réceptives à la pratique contraceptive. Les participants considèrent que le changement de la norme sociale est endogène à la société et que le lien avec l'éducation se retrouve aussi à ce niveau.

Avant d'aborder la question de la contraception, il faut s'attaquer au recul de l'âge d'entrée en union. En effet, bien que le niveau de prévalence contraceptive soit très bas, on remarque une baisse de la fécondité attribuée notamment au recul des mariages précoces et forcés. Celle-ci va continuer à baisser si des efforts sont faits dans différents domaines comme l'éducation, la santé, etc. La majorité des participants du Sud sont plus favorables à un renforcement, à des interventions en éducation et en santé de la reproduction qui sont susceptibles d'accentuer la demande de planification familiale qu'une politique axée sur l'offre de planification familiale massive.

On observe que la prévalence contraceptive reste très faible et que l'espacement des naissances est la méthode de régulation des naissances la plus utilisée. Il faut donc se demander quels facteurs font que le recours aux méthodes de contraception est si faible alors que la planification familiale existe depuis 20 ans.

Au Sénégal, malgré une campagne sur l'espacement des naissances et l'encouragement des politiques de planification familiale depuis plusieurs années, les personnels de santé remarquent peu de changement des comportements. La fécondité post-partum est un élément important mais elle devrait être accompagnée par une méthode de contraception complémentaire. Au vu de ce constat, il est souhaitable de chercher des solutions pour que les messages de planification familiale touchent plus largement les populations cibles, notamment les jeunes. Pour leur faire connaître la planification familiale en plus du post-partum, il faut profiter de l'opportunité qu'offre l'utilisation des canaux éducatifs. Par ailleurs, pour renforcer la planification familiale et faire baisser le taux de mortalité maternelle, il est particulièrement important d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, surtout en milieu rural. Le rôle des politiques est d'amener les hommes à mieux considérer les femmes notamment dans certains milieux. En effet, le problème est que souvent l'accès aux soins ou à la contraception repose sur la décision de l'homme de laisser sa femme aller ou de l'accompagner dans un centre de santé.

L'Afrique ne bénéficie pas encore pleinement du dividende démographique car la transition démographique n'y est pas achevée : même s'il existe des évolutions vers une fécondité plus basse, la croissance des populations reste encore élevée. Les décideurs politiques du continent ne priorisent pas encore suffisamment les politiques de population dans le cadre du développement national et les politiques de pf sont laissées encore très majoritairement au financement des bailleurs extérieurs, si bien que lorsque ces financements cessent, les politiques s'arrêtent. Pour répondre à ces différents enjeux, une stratégie de planification familiale devrait être élaborée au cours d'un dialogue multipartite impliquant aussi bien la société civile, que les représentants des instances traditionnelles et religieuses. Celle-ci devrait être intégrée aux plans nationaux de développement pour favoriser l'appropriation et la redevabilité du gouvernement à cet égard.

Les participants issus des pays du Nord sont d'accord sur le fait que l'éducation des jeunes filles est une priorité. Mais pour autant l'investissement dans l'éducation ne doit pas être un substitut à la planification familiale, d'autant plus qu'il faudra compter au moins une décennie pour que toutes les jeunes filles soient effectivement scolarisées. D'autre part, il ne faut pas laisser de côté les femmes non scolarisées, lesquelles doivent aussi être en capacité d'assimiler les informations. Le recul de l'âge du mariage est positif mais, pour l'instant, la baisse de la fécondité se fait lentement. Des études ont aussi montré qu'à un niveau égal d'éducation, il y a plus d'enfants désirés en Afrique subsaharienne que dans le reste du monde. Ce constat nous renvoie aux normes sociales et au contexte socioculturel dont il faut tenir compte pour promouvoir des changements sociétaux et de comportement parmi les populations. Déterminer quels facteurs sont à l'origine du nombre plus élevé de grossesses désirées est un élément nécessaire pour élaborer une politique de planification familiale efficace. Il serait, en effet, positif de travailler sur la planification familiale en abordant la question de la faible demande d'une part et la question des raisons pour lesquelles une demande existante ou exprimée ne peut être satisfaite d'autre part.

Pour profiter d'un dividende démographique, il faut activer l'ensemble des leviers du développement : aucun levier ne doit être ignoré ou prendre la priorité sur l'autre. Le dividende

démographique (DD) requiert 5 conditions simultanées, qui sont : accélérer la transition, améliorer le capital humain, l'épargne et l'investissement, la bonne gouvernance et les emplois à forte productivité.

Aujourd'hui, les économistes ont une vision très optimiste des perspectives économiques de l'Afrique, sans prendre assez en compte les autres facteurs de développement humain, en particulier la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs des femmes, alors qu'actuellement seule une femme sur cinq utilise un moyen de contrôle de la fécondité. Il est nécessaire d'accélérer la transition au niveau macroéconomique et du droit des femmes. Mais l'analyse du statut des femmes avec des variables statistiques apparaît délicate. Un engagement des autorités aussi bien politiques que religieuses pour un meilleur accès à l'éducation, à la santé et aux emplois ainsi que sur la représentation/modèle de la taille idéale de la famille représente les investissements primordiaux que les leaders africains devraient mettre en œuvre.

Table ronde de clôture : John May, Gervais Beninguisse, Yves Charbit, Jean-François Kobiane

« Les voies du dialogue entre les chercheurs et les acteurs du plaidoyer politique »

Au vu de l'examen du dialogue entre décideurs politiques et les acteurs du plaidoyer, des éléments de convergence émergent pour agir auprès des décideurs. Les axes de réflexion à cet égard sont :

- d'identifier des pistes pour engager les institutions de recherche dans une réflexion quant à leur contribution à la décision politique
- de dialoguer avec les acteurs du plaidoyer, en invitant à une réflexion sur l'architecture du développement post-2015 (post-OMD) ;
- et s'interroger sur la vision et les motivations des bailleurs de fonds, de leurs partenaires et des bénéficiaires eux-mêmes.

Introduction

«La recherche : contribution indispensable au processus de décision politique en matière de dynamiques de populations »

John May - Population Reference Bureau

Un vent d'optimisme souffle sur l'Afrique, avec une forte croissance économique, l'espoir de capter les bénéfices éventuels d'un dividende démographique s'offre au continent. Néanmoins l'évolution démographique du continent interpellante car, malgré sa croissance économique forte, l'évolution démographique de l'Afrique demeure lente et doit s'accélérer, vu que la croissance économique absorbe une large part de la croissance économique et ne permet pas une sortie rapide de la pauvreté. Le dividende démographique explique jusqu'à 40% de la croissance économique en Asie. Dans cette région, le dividende démographique a permis d'investir dans l'éducation, la santé, l'économie, l'environnement et de réduire la pauvreté. Le dividende démographique, quand il est accompagné de mesures d'équité de genre, permet un développement rapide et la réduction des inégalités.

Du point de vue des bailleurs de fonds, et en tenant compte de leurs attentes pour atteindre la sphère politique, il existe trois zones de tension. En premier lieu, la lenteur de la recherche et l'impatience des politiques. La recherche prend du temps mais les réponses doivent être rapides pour les évolutions devant se faire. En second lieu, la communication des recherches sans les dénaturer, qui revient à faire part de la complexité de manière simple mais sans trop simplifier la recherche. Cette démarche a pour objectif de faire saisir les enjeux aux décideurs politiques. Enfin, replacer la recherche dans un cadre général de développement : peu de leaders politiques ont les connaissances et le recul nécessaire pour donner une dimension plus profonde à ces évolutions démographiques qu'il faut replacer dans leur contexte. Cela nécessite une vision large et multidisciplinaire, quantitative et qualitative.

Il existe deux conditions pour que les contributions du chercheur aient un réel impact : d'abord la capacité d'obtenir le financement du bailleur, puis celle d'effectuer des études dans un cadre interdisciplinaire.

La première question qui revient le plus souvent pour les chercheurs, et spécialement ceux du Sud, est celle du financement de la recherche et de l'engagement des Etats à cet égard, alors qu'ils sont eux-mêmes demandeurs ou commanditaires de nombreuses études.

Le cas de l'IFORD (Institut de Recherche et de Formation pour le Développement) est un exemple de ces contradictions. L'IFORD a été créé par les Nations Unies en 1971 dans le but de répondre aux besoins des Etats quant aux questions de population. Ses missions principales sont la formation, la recherche et l'appui technique. Deux types de recherches sont menées : des recherches opérationnelles (recherche-action), afin de répondre aux problèmes des Etats sur le terrain et des recherches fondamentales, qui représentent une part minime toutefois. Un plan quinquennal de recherche est approuvé en tenant compte des préoccupations des Etats. De nombreuses études correspondent à une demande institutionnelle comme les recensements et leur analyse ; le suivi de l'émergence et l'élaboration de conseils sur les politiques à mener pour capter les bénéfices d'un dividende démographique ; des données pour répondre aux besoins d'assistance et de protection, ou sur l'impact de la migration sur le développement.

Bien que conscients de l'intérêt de disposer de recherches sur la population, les Etats n'en ont pas toujours les moyens. Une grande part des études est financée par des bailleurs de fonds internationaux, dont les procédures contraignantes peuvent poser des difficultés. Dans cette optique de diversification des financements, les fondations américaines, qui montrent un intérêt grandissant pour l'Afrique francophone et le Sahel, constituent une composante importante. En effet, ces dernières souhaitent amplifier leurs financements directs aux programmes de recherche du Sud (institutions et/ou chercheurs/chercheuses). L'ampleur, la diversité et la spécificité des études à mener nécessitent un renforcement des capacités de recherche. L'objectif est de pouvoir disposer à terme d'un vivier d'experts pour informer les décideurs et relayer les besoins des populations auprès des décideurs (en partenariat avec les OSC)

Les bailleurs souhaitent donc encourager les partenariats, qu'ils soient géographiques ou thématiques, la dimension interdisciplinaire contribuant à l'amélioration de la recherche. La multidisciplinarité est propice à favoriser la confiance des bailleurs, dès lors que l'intérêt de l'étude et un partenariat clairement défini entre disciplines est affiché.

Un renforcement des capacités des chercheurs en communication est nécessaire, pour transmettre les résultats de leurs études, et dialoguer avec la société civile et les décideurs. Une cellule de communication et relations publiques, travaillant à la vulgarisation (au meilleur sens du terme) est un réel atout pour les instituts de recherche. Il faut aussi initier les étudiants/tes des écoles de journalisme, de sciences politiques ou ceux qui se destinent à des carrières dans la haute administration à la démographie car ainsi ils/elles seront en mesure de relayer les résultats des recherches vers les décideurs et la société civile.

De manière générale, atteindre les médias est le moyen de faire entendre la voix des chercheurs et partager leurs analyses et leurs idées. Au cas par cas, il faut avoir l'occasion de faire des tribunes, des interviews auprès des médias. Beaucoup de journalistes ne connaissent pas bien les enjeux de populations, et peu sont formés à ces questions. On observe cependant, un mouvement en Afrique pour la formation d'experts en communication, de journalistes, pour accompagner les chercheurs dans la diffusion des résultats de leurs recherches.

Au-delà des médias, il faut aussi s'adresser aux parlementaires, et aux partenaires techniques et financiers de la coopération au développement, qu'ils soient des acteurs étatiques ou autres (ONG, agences des Nations Unies, GIZ, USAID, etc.).

Enfin, le recourt au marketing social dans le but d'amener le public cible à accepter, rejeter, modifier ou délaissier volontairement un comportement dans son intérêt, dans l'intérêt d'un groupe ou dans l'intérêt de l'ensemble de la société, est une méthode intéressante pour associer les chercheurs à un programme de terrain.

C'est en adoptant ces stratégies que les chercheurs peuvent espérer s'affirmer comme des acteurs du développement et peser sur la décision politique. C'est aux chercheurs de devenir des agents du changement. Bien que tous les chercheurs n'aient pas la volonté de participer à la décision politique, c'est à ceux qui veulent stimuler le débat d'indiquer la voie et de montrer qu'il est possible d'imposer une thématique à la fois sur la scène nationale et sur la scène internationale.

V.

Axes de réflexion et capitalisation

De façon générale, il résulte de cette conférence des recommandations pour améliorer l'efficacité d'un futur programme s'inscrivant dans la même dynamique que le programme DEMTREND qui est axé sur les enjeux de population et de migration en Afrique subsaharienne.

Nous remarquons aussi la nécessité d'approfondir certains axes de réflexions et de capitaliser les enseignements tirés des différentes interventions. Plusieurs axes de réflexion entre les parties prenantes ont été soulevés et sont approfondis avec les constatations et recommandations qui suivent.

Dialogue chercheurs - décideurs politiques : les chercheurs/chercheuses, agents du changement ?

Il est capital d'assurer une diffusion plus pertinente des résultats de la recherche en direction des décideurs politiques. Des résultats accessibles, un dialogue avec les acteurs du plaidoyer influents et des canaux de diffusion novateurs sont le gage d'une meilleure prise en compte des résultats de la recherche par les décideurs. En général les chercheurs, pour la plupart, ne s'adressent pas directement aux décideurs politiques parce qu'ils ne pensent pas/ne souhaitent être leurs interlocuteurs. Ils préfèrent s'appuyer sur une collaboration avec les organisations internationales (ONG, agences onusiennes, coopérations bilatérales), la société civile et les parlementaires, pour donner une portée politique à leurs travaux. Pour enrichir ce dialogue, les chercheurs doivent fournir des données accessibles et pertinentes aux autres parties prenantes du développement qui serviront de

source d'information et de prise de décision par les politiques pour l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations.

Dialogue chercheurs - société civile : la recherche-action, outil de plaidoyer ?

Il a été reproché aux chercheurs, de travailler en vase clos, en décalage avec les défis des populations observées. Le dialogue et l'écoute de la société civile est un enjeu qui doit être incorporé dans la construction du projet de recherche. Cette collaboration favorisera l'échange autour des besoins et contraintes spécifiques à chacune des parties prenantes.

Cerner au plus près les défis de la société civile et y apporter des réponses localisées et compréhensibles, passe par une interaction avec un monde associatif capable de faire remonter les préoccupations des populations en donnant la parole aux détenteurs d'enjeux (autorités traditionnelles et religieuses) et à ceux et à celles qui, de manière générale, ne prennent pas la parole. Une démarche engagée associant les demandes sociales et la politique économique est un gage pour que les résultats soient repris par l'ensemble des acteurs et soient exploitables par la sphère politique.

Afin de répondre à ces préoccupations, les parties-prenantes de futurs programmes sont encouragées à élargir leurs horizons de travail et à s'intéresser à des méthodologies de travail comme la recherche-action. Le concept de « recherche-action » (action-research) désigne une approche spécifique en sciences sociales qui part d'une action délibérée de transformation de la réalité. Une intervention par la Recherche-action a pour but de : réunir des acteurs autour d'une situation commune dont ils définissent de manière concertée la problématique, le chercheur n'est pas dans ce contexte considéré comme une personne « extérieure » à la dynamique ; produire de manière continue avec l'implication des intéressés à toutes les étapes des connaissances qui sont agents de transformation ; caractériser les dimensions essentielles des situations rencontrées et révéler les éléments impossibles à obtenir par des moyens classiques ; associer les intéressés à l'élaboration des solutions à mettre en œuvre ; proposer une pédagogie active et participative, favorisant l'acquisition de nouvelles compétences (analyser un contexte et poser des enjeux avec ses propres mots) ; s'appuyer sur la créativité des individus et des groupes pour proposer des solutions innovantes.

L'intérêt de cette approche est de permettre aux communautés locales d'identifier elles-mêmes les changements nécessaires. Cette implication favorise une meilleure identification des problèmes rencontrés et permet de partager la recherche et la mise au point de solutions entre les chercheurs et la communauté. Cette méthode permet aux populations concernées de s'approprier la recherche et d'être des acteurs du changement, tout en se fondant sur des données solides.

Dialogue chercheurs - chercheurs : vers plus de pluridisciplinarité ?

Les décalages de fait (nature des disciplines concernées et des options privilégiées) entre chercheurs sont reconnus et ont un fort impact sur l'opérationnalité des travaux. Le défi demeure de mettre en commun les différences et de tirer les avantages de la diversité pour enrichir les études. Quatre axes d'amélioration ont été mis en avant :

1. La remise en question des méthodes de recherche passe par la détermination d'un environnement de travail clairement défini et applicable à tous. La multiplicité des opinions fondée sur les différences géographiques, théoriques et méthodologiques pourrait alimenter une concertation en amont, qui définirait un cadre de travail rigoureux et nécessaire pour promouvoir la diversité des contributions.

2. La pluridisciplinarité au sein des groupes de travail est une solution pour ouvrir les axes de recherches sur plusieurs angles. La multidisciplinarité et la complémentarité des domaines d'expertise (démographie, sociologie, anthropologie, économie, droit, environnement, santé publique, etc.) et l'émergence de la diversité culturelle dans le domaine des connaissances sont une source d'enrichissement inestimable pour les travaux, mais également, un moyen de s'assurer qu'un sujet est traité de manière holistique.

Dans cette perspective, la recherche bénéficierait d'une prise en compte des sujets transversaux comme le genre ou l'environnement. L'approche sensible au genre a été peu intégrée à la réalisation des études présentées à la conférence de clôture du programme DEMTREND. Différentes normes sociales perpétuent les discriminations fondées sur le genre, les rapports de pouvoir déséquilibrés entre hommes et femmes, et entravent l'accès des femmes aux moyens de réguler la/leur fécondité. Il serait bénéfique que les études analysent les tendances démographiques à la lumière du statut et des droits des femmes dans la société, au regard des normes sociales et juridiques existantes. Comme le relève le rapport de l'UNFPA sur l'état de la population mondiale en 2013 intitulé « La mère-enfant : Face aux défis de la grossesse chez l'adolescente », il existe des défis majeurs à aborder quant à la situation des filles à cet égard, en particulier celles qui sont en situation de vulnérabilité.

Au vu de la persistance des inégalités hommes-femmes, les questions de genre devraient donc être intégrées dans les appels d'offres et les termes de référence de futurs programmes qui traitent de ces sujets (pré-requis, indicateurs de suivi et d'évaluation).

3. Des réseaux de chercheurs pourraient être approchés pour soutenir et orienter les équipes de travail : The Population and Poverty Research Network (PopPov) et le Réseau international de la Recherche action participative (RAP) sont

deux exemples de groupes de réflexion, d'actions et d'accompagnement qui travaillent aussi sur le thème de la démographie.

Le contexte environnemental, les problématiques liées aux ressources naturelles (alimentation et énergie), l'accès et l'assainissement de l'eau, la confrontation entre besoins en infrastructures et la croissance urbaine, stimulée par l'attachement à l'habitat individuel sont autant de défis qui soulignent la nécessité de dialoguer au sein de la communauté des chercheurs.

Les débats actuels autour de la « décroissance », courant écologiste qui prône l'instauration de mesures immédiates pour réduire l'impact environnemental et l'empreinte carbone, traversent aussi le monde de la recherche et ne sont pas sans effet sur les questions de populations⁴.

4. Mettre l'accent sur des recherches dont les résultats sont moins académiques et plus facilement exploitables pour la société civile, les décideurs politiques et les bailleurs de fonds, passe par une analyse des données prenant en compte les normes sociales en place et s'attachant à défendre certaines positions et idées auprès des décideurs publics. La pluridisciplinarité et la collaboration entre chercheurs, et l'implication des acteurs de la société civile dès la préparation de la recherche, sont les premières étapes vers des actions engagées.

Chercheurs – bailleurs : créer une relation « gagnant-gagnant » ?

Le chercheur est le point de rencontre entre la problématique terrain et le bailleur qui finance son travail, il est donc primordial de renforcer une relation « gagnant-gagnant ».

Du point de vue des bailleurs, les enjeux de l'opérationnalité et la difficulté de compréhension des résultats sont les reproches les plus fréquemment émis, et donc les plus urgents à rectifier.

Certaines recommandations ont été mises en avant pour motiver et fidéliser les bailleurs:

- Donner une plus grande place aux études par méthodes mixtes, alliant qualitatif et quantitatif, pour une compréhension en profondeur des logiques des phénomènes étudiés.
- Se doter d'outils précis de suivi des processus (observatoires) de recherche pour informer en temps réel des avancées ou des difficultés rencontrées et discuter de possibles adaptations des programmes.

- Proposer de nouveaux appels d'offres, avec une définition claire et précise des attentes en termes de promotion de la planification familiale et publier les résultats dans des magazines et sites web spécialisés ou dirigés vers le grand public.

Résultats de la recherche : les nouvelles opportunités de diffusion

Pour faciliter la diffusion des résultats de la recherche, les divers outils modernes de communication devraient être mis à profit. Désormais, chacun a les moyens via internet (soit individuellement soit via des groupes de réflexions) de partager des idées, sans tout attendre des journalistes. Les réseaux sociaux et la blogosphère sont des outils à la portée de tous, qui permettent de rester indépendant, et vont de pair avec une vulgarisation des études pour toucher un public plus large.

Les *Think Tank*, aussi appelés laboratoires d'idées, gagnent en crédibilité et champs d'action. Ils peuvent représenter des lieux de valorisation de la recherche auprès d'une base élargie d'acteurs d'influence à travers articles, études, conférences et forums.

Le Marketing social fait aussi partie des outils novateurs et fonctionne avec une approche centrée sur le public cible, d'où l'importance pour les chercheurs de rendre leurs écrits lisibles et adaptés à une demande spécifiques.

4. Voir Global Footprint Network (*Réseau International de l'Empreinte*), qui est un laboratoire d'idées international qui mesure la durabilité écologique au moyen de l'Empreinte Ecologique, un outil de comptabilité qui mesure la quantité de ressources naturelles disponibles à l'échelle des pays, des continents ou mondiale ; combien sont utilisées ; par qui ; et lesquelles.

VI.

Conclusion

La Conférence de clôture du programme DEMTrend a été riche en enseignements. Ces derniers aideront les bailleurs de fonds à mieux saisir les difficultés, les contraintes de la recherche mais aussi les résultats positifs sur lesquels s'appuyer pour développer de nouvelles idées et solutions pour de futurs programmes.

Lors de la conférence, l'ensemble des participants s'est accordé pour conclure qu'une croissance trop soutenue de la population en Afrique risquait de compromettre le développement du continent. Néanmoins, un débat assez vif a opposé les partisans d'une politique de planification familiale soutenue pour freiner cette croissance aux tenants d'une action prolongée sur les déterminants proches de la fécondité que sont l'éducation et la santé de la reproduction. Les premiers soutiennent que la croissance est trop rapide pour permettre le développement et qu'agir sur les déterminants de celle-ci prendrait trop de temps. Les seconds affirment que des progrès ayant été accomplis en matière d'éducation et de santé reproductive, la transition démographique va s'accélérer immanquablement. Il leur semble par conséquent plus pertinent d'agir pour susciter la demande plutôt que de fournir une offre importante de planification familiale à laquelle nul n'a l'assurance que la population réponde positivement.

Doit-on agir sur l'offre ou sur la demande ? Il semble difficile de trancher entre les deux positions. Toutefois, les résultats des différents projets de recherche conduits dans le cadre du programme DEMTrend démontrent que l'action sur la demande est relativement efficace à condition d'être accompagnée par une politique

d'offre de planification familiale qui y répond. Les projets de recherche constatent les progrès faits en termes d'éducation et de santé en Afrique au cours de la dernière décennie. Ils apportent un éclairage très intéressant sur le mouvement démographique du continent africain. En particulier, ils mettent en évidence trois points clés pour une évolution démographique qui permette au continent de bénéficier du dividende démographique pour son développement afin de réduire ainsi l'extrême pauvreté. L'éducation, la santé et la prise en compte du genre pour les adolescents sont les points fondamentaux qui ressortent des différentes études menées dans le cadre du programme. Par contre, un manque de données fiables pour étudier dans le détail l'évolution de la population, en particulier rurale, a été mis en évidence.

Education

Initié en 2000, le mouvement mondial Éducation pour tous (EPT) des Nations Unies a permis un recul très important de l'analphabétisme. Le projet de l'ISSP au Burkina Faso met en évidence une relation entre fécondité et scolarisation. Il constate un effet négatif de la taille de la fratrie sur la scolarisation des enfants. Le projet Mima-dem (Sénégal, Mali, Cameroun) relève quant à

lui un impact négatif de la fécondité sur le statut socio-économique des ménages et sur les résultats scolaires des enfants. L'éducation des enfants a un rôle important, mais des progrès restent à accomplir du point de vue de la qualité, principalement pour éviter l'abandon de la scolarité des jeunes filles comme le constatent les études au Burkina et à Madagascar.

Santé

Malgré une baisse importante, la mortalité infantile reste encore élevée et la santé materno-infantile a fait des progrès (mais moins que dans le reste du monde en développement). Par contre, la santé sexuelle et reproductive des adolescents/tes reste un problème important comme le montre l'étude conduite par l'Iford en Afrique centrale. Les adolescents/tes sont peu informés/ées ou ont des informations erronées sur les risques encourus lors de rapports sexuels tant du point de vue de l'exposition aux maladies sexuellement transmissibles que du risque de grossesse. Il n'y a pas de centre de santé spécialisé pour les adolescents/es et la diffusion de l'information auprès des adolescents/es doit être adaptée à chaque contexte comme le montre le projet de l'Iresco (Cameroun, Ghana).

La dimension Genre

Le genre est une variable implicite des études menées dans le cadre de DEMTREN. Les résultats montrent que les jeunes filles décrochent scolairement tôt, que les femmes, à qualifications égales, accèdent à des emplois moins qualifiés que les hommes, qu'elles se soignent moins que les hommes et, quand elles se soignent, elles dépensent moins. Le genre a une telle importance qu'il devrait être incorporé dans les études de façon systématique et explicite, voire même faire l'objet d'études spécifiques. Pour conclure, le programme DEMTREN apporte des résultats qui doivent soutenir le plaidoyer (a) et ouvrir des pistes pour de nouvelles actions/programmes de recherches (b):

a. le plaidoyer

La nécessité de maintenir dans le système scolaire les jeunes adolescentes et d'améliorer la formation en santé sexuelle et reproductive tant à l'école que dans les centres de santé dédiés à l'accueil des adolescents/tes sont les points très importants mis en évidence par le programme DEMTREN. Ce constat doit d'une part faire l'objet d'un plaidoyer auprès des autorités pour renforcer le système scolaire avec pour objectif d'éviter le décrochage scolaire, des jeunes filles entre 11 et 16 ans. Il doit, d'autre part, susciter la mise en place de systèmes d'informations et de structures spécialisées en santé sexuelle et reproductive des adolescents/es.

b. les pistes nouvelles de recherche

En milieu rural, il n'y a pas d'études permettant de comprendre pourquoi la transition démographique tarde tant. Il faut donc accentuer l'effort de recherche dans ce domaine. La recherche action devient une nécessité comme, par exemple, pour mettre au point des méthodes pour la diffusion de messages adaptés sur la santé sexuelle et reproductive des adolescent/tes mais aussi pour proposer les méthodes contraceptives correspondant le mieux à chaque femme/groupe de femmes. L'Afrique est un continent très divers et si nous voulons que la transition démographique progresse rapidement, il va falloir adapter les politiques de population à chaque contexte socioculturel, qu'il soit religieux, économique, générationnel. Il va être nécessaire de pouvoir conduire des recherches plus nombreuses et plus diversifiées et les 2 priorités seront de renforcer les capacités des institutions de recherche en soi et de former de nombreux nouveaux chercheurs sur et pour le continent.

Liste des participant-e-s

AUBERY Frédéric

Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (CERDI) - France

KANE Abou

Centre de Recherches Economiques Appliquées (CREA) - Sénégal

RAJEMISON Harivelo

Institut National de la Statistique (INSTAT) - Madagascar

RAKOTOMANANA Faly

Institut National de la Statistique (INSTAT) - Madagascar

HUILLERY Elise

Laboratoire d'Action contre la Pauvreté Abdul Latif Jameel / École d'Économie de Paris (JIPAL Europe /PSE) - France

MBADI Odile

Institut pour la Recherche le Développement socioéconomique et la Communication (IRESCO) - Cameroun

ROBILLIARD Anne-Sophie

Institut de recherche pour le développement (IRD) - France

TENIKUE Michel

Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques / International networks for studies in technology, environment, alternatives, development (CEPS-INSTEAD) - Luxembourg

SAIDOU Hamadou

Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) - Cameroun

DZOSSA Anaclet Désiré

Institut National de la Statistique (INS) - Cameroun

SOUGANE Arouna

Institut National de la Statistique (INSTAT) - Mali

KELODJOU Samuel

Institut National de la Statistique (INS) - Cameroun

MOODJOM Roland Marc

Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) - Cameroun

SCHOUMAKER Bruno

Université catholique de Louvain - Belgique

FLAHAUX Marie-Laurence

Université catholique de Louvain - Belgique et Institut national d'études démographiques (INED) - France

SAKHO Papa

Institut de Population, Développement et Santé de la Reproduction, Université Cheikh Anta Diop - Sénégal

BA Awa

Institut de Population, Développement et Santé de la Reproduction, Université Cheikh Anta Diop - Sénégal

LANGE Marie-France

Institut de recherche pour le développement (IRD) - France

BOUGMA Moussa

Université de Montréal - Québec

LACHAUD James

Université de Montréal - Québec

Conférence de clôture du programme Demographic Trends Ouagadougou 28 au 30 Octobre 2013

MESNARD Alice

Institute for Fiscal Studies - Angleterre

AKANDE Tanimola Makanjuola

University of Ilorin - Nigeria

DE WEERDT Joachim

Economic Development Initiatives (EDI) - Tanzanie

BENINGUISSE Gervais

Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) - Cameroun

TCHOUKKEU Alice

Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) - Cameroun

MABIKA MABIKA Crispin

Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) - Cameroun

CHARMES Jacques

Institut de recherche pour le développement (IRD) - France

GUENGANT Jean-Pierre

Institut de recherche pour le développement (IRD), UMR 301 Paris Sorbonne - France

CHARBIT Yves

Centre Population et Développement (CEPED) - France

MAY John

Population Reference Bureau - Etats-unis

RABIER Serge

Equilibres & Populations - France

HAMELIN Philippe

Institut de recherche pour le développement (IRD) - France

LE JEAN Nora

Lafia Matassa - Niger

ADJIBADE Nourou

Centre de Réflexions et d'Actions pour le Développement Intégré et la Solidarité (CÉRADIS) - Bénin

SABO Issa

Lafia Matassa - Niger

MAGA Hamidou Issaka

Université de Niamey - Niger

BELINGAR Félicité

Hopital de la mère et de l'enfant - Tchad

KOBIANE Jean-François

Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) - Burkina Faso

GNOUNOU Bilampoa

Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) - Burkina Faso

KABORE Idrissa

Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) - Burkina Faso

BOLY Dramane

Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) - Burkina Faso

GANSAONRE Joel

Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) - Burkina Faso

CORTINOVIS Mathilde

Agence Française de développement (AFD) - France

TISSOT-DUPONT Hervé

Institut de recherche pour le développement (IRD) - France

COMPAORE Juliette

Association Songui Manégré pour le développement (ASMADE)- Burkina Faso

BARRY Delphine

Ministère de l'Economie et des Finances - Burkina Faso

BAKAYOGO Nouhoun

Equilibres & Populations - Bureau Afrique de l'Ouest - Burkina Faso

TRAORE Caroline

Equilibres & Populations - Bureau Afrique de l'Ouest - Burkina Faso

RAZAFINARIVO Eva

Equilibres & Populations - Bureau Afrique de l'Ouest - Burkina Faso